

*Initiatives ministérielles*

Il y a un an de cela. Le premier ministre tenait lui-même des propos ambigus, alors que c'est ce qu'il reprochait aux conservateurs de faire.

Le premier ministre avait alors ajouté, et je cite à nouveau l'article:

«Le plan de notre parti est clair. Le filet de la sécurité sociale qui est en place au Canada va demeurer en place.»

Le livre rouge, la bible électorale des libéraux, ne disait rien d'une réforme des programmes sociaux ni même de la nécessité de procéder à une telle réforme.

Le Parti réformiste, lui, a pris cette question de front, reconnaissant que les difficultés financières de notre pays sont directement liées à sa politique sociale puisque les programmes sociaux coûtent près de 80 milliards de dollars par année au Canada et qu'il n'est pas possible de régler ces problèmes financiers sans réduire les programmes sociaux.

Je signale, toutefois, que notre position était de commencer par réduire les dépenses avant de s'en prendre aux programmes sociaux. Nous avons dit que les Canadiens exigent qu'on fasse preuve de leadership, qu'on donne l'exemple. Ils veulent qu'on réduise les dépenses du Parlement. Ils veulent qu'on mette fin au régime de retraite actuel des députés. Ils veulent voir disparaître les chevauchements non seulement entre les programmes fédéraux et provinciaux, mais aussi entre ceux des différents ministères du gouvernement fédéral. Ils veulent que l'on réduise les subventions aux entreprises et aux groupes d'intérêts. Après cela, nous examinerons les programmes sociaux avec la collaboration de la population canadienne.

Au cours des jours et des mois qui ont précédé les élections, nous avons constaté que les gens croyaient que des compressions pouvaient être faites pour équilibrer le budget, ce que même le ministre des Finances reconnaît maintenant. Espérons qu'il n'est pas trop tard.

Nous avons dit que la population accordait une très haute priorité au maintien des dépenses au titre des soins de santé et nous n'avons pas changé d'idée. Nous avons déclaré que ces dépenses devaient être maintenues. Cependant, nous avons ajouté que nous devions respecter la compétence des provinces à qui la Constitution donne la responsabilité des services de santé.

Les gens nous ont aussi dit qu'il était très important de maintenir le financement de l'enseignement postsecondaire. Nous avons mis de l'avant différentes idées susceptibles de permettre une utilisation plus judicieuse des fonds qui y sont consacrés.

Les gens ont aussi déclaré qu'ils estimaient que des compressions et des changements devraient être apportés à d'autres programmes comme l'assurance-chômage qui, selon eux, devrait devenir un véritable régime d'assurance où les employeurs et les employés qui le financent en seraient les administrateurs. En d'autres mots, nous proposons de donner aux individus le pouvoir de contrôler leur propre vie et de créer un régime d'assurance correspondant véritablement à leurs besoins. Ce sont eux qui établiraient les critères d'admissibilité, le montant des cotisations et, bien sûr, celui des prestations. J'y reviendrai plus tard plus en détail.

Revenons maintenant au discours du Trône de janvier 1994, au budget et à l'annonce d'un examen des programmes de sécurité sociale. Je crois que c'était le 31 janvier 1994. Mon vis-à-vis fait oui de la tête.

• (1140)

Ce jour-là, le gouvernement a annoncé qu'il entreprendrait un examen des programmes sociaux. Il a ajouté que, dès l'automne, un rapport final contenant des recommandations serait présenté à la Chambre de même que des mesures législatives. Cet échéancier n'a pas été respecté, mais nous y reviendrons dans un moment.

Retournons à ce qu'on pouvait lire dans le discours du budget et dans les documents budgétaires au sujet de l'examen des programmes sociaux. Sur la question de la réforme de la sécurité sociale, on pouvait lire ce qui suit dans un des documents: «Le comité permanent demandera aux Canadiens leurs opinions sur les questions et les objectifs jusqu'en avril. Le ministre déposera ensuite un plan d'action fédéral, et le comité permanent tiendra des audiences publiques sur ce plan d'action jusqu'en septembre et présentera son rapport en octobre. Des activités fédérales-provinciales-territoriales se dérouleront également durant cette période. Le gouvernement déposera des mesures législatives de réforme à l'automne.»

Le gouvernement expliquait également dans ces documents de quelle façon il aborderait d'autres secteurs de la politique sociale qui ne sont pas visés par la réforme de la sécurité sociale, des secteurs comme les soins de santé, la sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada.

Pour une raison ou pour une autre, ces éléments n'ont pas été regroupés, ce que je trouve très étrange puisqu'ils sont inextricablement liés. Je crois que, si nous examinons le livre vert qui a été présenté, nous y trouverons des contradictions, ou du moins nous verrons que, dans certains cas, on met la charrue devant les boeufs. Par exemple, dans le livre vert, il est question de l'utilisation des REER pour aider les gens à traverser une période de chômage.

Par contre, nous ne nous sommes même pas encore penchés sur des questions telles que la sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada. Pendant ce temps, le gouvernement lance toutes sortes d'idées concernant l'imposition des REER et d'autres choses du genre. Cela se fait, évidemment, bien avant la publication de quelque document que ce soit sur l'avenir du Régime de pensions du Canada et du Programme de sécurité de la vieillesse.

Dès le début, le gouvernement a commis une grave erreur en n'examinant pas ces différents aspects tous ensemble.

Le projet de réforme des programmes sociaux visait à découvrir quelles idées existaient à cet égard afin que nous puissions accomplir deux choses: rendre les programmes sociaux plus efficaces et tâcher d'économiser un peu.

Le gouvernement a commencé par nier que telle était vraiment son intention. Il voulait nous donner l'impression qu'il s'agissait en réalité uniquement d'un effort pour rendre les programmes plus efficaces et aider les gens à sortir du chômage et ainsi de suite. Il y avait cependant, sous-jacente, une conscience crois-